

# Drogue et communisme

Donald Parkinson

*Rédigé en réaction à l'annonce de l'interdiction du Kratom par la Drug Enforcement Administration en août 2016, ce texte de Donald Parkinson, membre de la Communist League of Tampa, défend une orientation politique progressiste en matière de drogue, axée sur la revendication de la légalisation de toutes les drogues, contrastant avec les positions moralistes prévalant encore trop souvent dans la gauche radicale.*

L'annonce en août 2016 d'une interdiction du Kratom<sup>1</sup> par la *Drug Enforcement Administration* (DEA)<sup>2</sup> représente un coup porté par l'État capitaliste aux libertés individuelles et à toute politique rationnelle en matière de drogues. La seule position communiste sensée en ce domaine est la pleine légalisation et le traitement médical de la dépendance.

La DEA a ainsi annoncé que le médicament récréatif Kratom allait être officiellement inscrit au premier échelon de la hiérarchie des substances contrôlées, aux côtés de l'héroïne. Tous ceux qui sont familiers du Kratom savent qu'il ne s'agit pas d'une « drogue dure ». Bien que cette substance présente des risques d'accoutumance, ce n'est rien en comparaison de la morphine et de ses dérivés. De nombreux accros aux opiacés utilisent le Kratom, dont il est plus facile de décrocher, comme substitut légal et sans danger aux opioïdes. Le Kratom n'entraîne pas de troubles respiratoires comme le font les opioïdes, et donc, à la manière de la marijuana, n'implique pas de risques de surdose. Pourtant, à compter du 30 septembre 2016, la simple possession de cette plante peut entraîner une condamnation à une peine de 5 ans de prison. Alors que les médias nourrissent la panique à propos de l'épidémie d'opiacés<sup>3</sup>, une drogue qui aide les gens à arrêter leur consommation de ces mêmes opiacés devient illégale ! L'attitude de l'État capitaliste est toujours aussi paternaliste : comment osez-vous vous défoncer, comment osez-vous utiliser un antidouleur efficace et en vente libre ? (Mise à jour d'octobre 2016 : la tentative d'interdiction a échoué pour l'instant.)

L'hypocrisie du système de classement des drogues établi en vertu de la Loi de Réglementation des Substances [*Controlled Substances Act*] de 1970 justifierait un article entier sur ce seul sujet. Ce qui est si exaspérant dans ce système, c'est sa tentative de justification par l'objectivité scientifique alors qu'il est manifestement non scientifique. La loi établit 5 « degrés » ou catégories de drogues, le degré 5 étant le plus

---

1 Le Kratom est une plante d'Asie du Sud-Est utilisée pour ses effets psychoactifs. Elle a de nombreux usages médicaux en particulier celui d'analgésique léger ce qui lui permet de se substituer à la codéine ou d'être utilisée aussi en lieu et place de la méthadone dans les traitements de substitution.

2 La DEA est le service de la police fédérale américaine chargé de la répression et du contrôle des stupéfiants.

3 La crise des opioïdes, ou l'épidémie d'opioïdes, désigne l'augmentation rapide de l'utilisation d'opioïdes, avec ou sans prescription, aux États-Unis et au Canada au milieu des années 2010. Parmi les opioïdes impliqués, on note le Percocet, le Vicodin, l'oxycodone et le fentanyl. En 2015, 52 000 Américains sont morts de surdoses. Environ les deux tiers d'entre eux, soit 33 000, impliquent des opioïdes, comparativement à 16 000 en 2010 et 4 000 en 1999.

bénin et le 1er le pire. Les critères pour déclarer une substance comme drogue de catégorie 1 sont les suivants : risque élevé de consommation abusive, absence d'utilisation médicale validée et absence de méthode sûre de consommation, même sous surveillance médicale. Ayant ainsi établi une mode de classement superficiellement objectif, le gouvernement fédéral l'a aussitôt ignoré, plaçant les drogues sur cette liste en fonction des objectifs de politiciens et de bureaucrates non élus. Le fait que la marijuana soit une drogue de catégorie 1 (la cocaïne, par exemple, est au niveau 2) est révélateur de la supposée objectivité scientifique de ce système. Selon un consensus scientifique de plus en large, et le sens commun lui-même, la marijuana peut avoir des utilisations thérapeutiques et sa consommation est plus sûre que bien d'autres substances en vente libre.

De plus, le gouvernement fédéral ne se contente pas d'ignorer les résultats scientifiques qui contredisent son discours politique, il empêche activement la recherche pouvant aboutir à de tels résultats inopportuns pour lui, bloquant, par exemple, les expériences sur les utilisations thérapeutiques de la marijuana pendant des décennies. Les potentiels usages médicaux du LSD ou de la MDMA demeurent encore un mystère en raison des difficultés pour mener des recherches à bien. Aujourd'hui, à cause de ces mêmes obstacles, la possibilité d'utiliser le Kratom dans le traitement de la dépendance aux opioïdes reste à l'état de pure spéculation. Lorsque le gouvernement autorise la recherche dans ces domaines, ce n'est qu'en faveur d'études orientées en vue d'obtenir le résultat souhaité. Il y a plusieurs années, une série d'expériences prétendait montrer la possibilité de surdose de THC chez le rat. Mais en réalité, les rats se voyaient injecter du THC pur jusqu'à leur mort. Même en laissant de côté le ridicule de la méthode de l'injection (personne ne s'injecte du THC pur), à l'échelle de la consommation humaine, la quantité de THC consommée pour provoquer une surdose revient à fumer un joint de la taille d'un poteau téléphonique en une seule journée. Tout cela démontre d'avantage l'innocuité de cette drogue, à contre-courant du tableau brossé dans les gros titres des journaux. En arrêtant ou en manipulant la recherche scientifique sur les avantages potentiels et les méfaits réels des drogues, le gouvernement n'est pas seulement malhonnête, il met en danger la santé publique.

La position communiste idéale en matière de drogues est simple : les légaliser, TOUTES. Si vous êtes vraiment contre la guerre à la drogue, vous ne devriez pas faire d'exception, même pour les stupéfiants que vous n'utiliserez pas à titre personnel. Pour la simple et bonne raison que personne ne mérite d'être incarcéré pour avoir tenté des expérimentations sur la chimie de son propre cerveau. De plus, la plupart des interdictions de drogues aux États-Unis sont allées de pair avec une panique morale racialisée. Dans le cas de l'opium et de la marijuana, ces substances étaient respectivement associées aux Chinois et aux Noirs américains. Aujourd'hui, la panique morale au sujet des drogues concerne généralement des « défoncez légales » comme les sels de bain ; drogues qui ne seraient pas aussi répandues si la MDMA, la méthamphétamine et la cocaïne étaient légales.

Au-delà de la panique morale, nous devrions considérer les drogues de façon rationnelle. Les drogues ont sans aucun doute eu des effets délétères sur la vie de nombreuses personnes, mais tout cela ne se produit pas hors de tout cadre. Nous

vivons dans un monde, la société capitaliste, où nous nous devons d'agir comme des marchandises sur le marché, en tant qu'individus atomisés qui rentrent en compétition pour leur survie. Un monde où nos vies sont structurées par la poursuite de cette chose abstraite et intangible appelée « valeur », poursuite au bout de laquelle certains trouvent la mort. Nous souffrons de cette aliénation : la vie quotidienne est stressante et le psychisme humain faussé. Pour faire face à cette situation, des individus se tournent vers la drogue et certains en abusent.

Pour ceux qui abusent de drogues, les rendre illégales ne réduit pas le moins du monde les risques associés à cette consommation. Il existe une abondante littérature sur le sujet et c'est un point qui a été suffisamment souligné pour ne pas avoir à se répéter. Il n'est pas nécessaire d'être communiste pour réaliser qu'il est plus logique de traiter la dépendance comme un problème de santé mentale, plutôt que comme un échec moral dont l'auteur devrait être puni par l'État.

Rendre les drogues illégales les rend non seulement plus nocives, mais une telle décision résulte généralement d'une position liberticide. C'est bien souvent la méconnaissance, et non l'enquête scientifique, qui entraîne la peur des drogues. En tant que communistes, nous souhaitons une société émancipatrice, fondée sur l'épanouissement de la liberté humaine au moyen de la raison. Nous savons que Dieu ne nous punira pas pour nos pratiques sexuelles, et nous savons aussi que les rapports sexuels non protégés peuvent avoir des conséquences malheureuses (parfois mortelles). Grâce à cette rationalité, nous pouvons exprimer nos capacités au plaisir, et les drogues ne devraient pas être traitées différemment. Il faut offrir la possibilité la plus ouverte et sûre d'explorer les hauts et les bas de la drogue.

La gauche n'hérite pas vraiment d'un bilan parfait sur cette question. On peut penser, par exemple, au soutien à la prohibition<sup>4</sup> parmi les membres du Parti Socialiste [*Socialist Party*]<sup>5</sup> des États-Unis et de l'IWW [*Industrial Workers of the World*]<sup>6</sup>. Selon cette position, la prohibition rendrait les travailleurs plus disciplinés et moins enclins à la violence domestique. Au lieu de cela, la prohibition a généré une sous-culture lumpen de gangs et de rackets particulièrement patriarcale. Les pays du « socialisme réellement existant » n'ont pas réussi à légaliser les drogues, ce qui, bien évidemment, a permis un essor encore plus considérable du marché noir. D'un autre côté, nombre de « zones d'autonomie » de la quasi-guerre civile italienne des années 70 sont devenues des planques pour la drogue. Les drogues peuvent poser (et posent) de véritables problèmes. Mais la solution ne peut être la prohibition. Il faut au contraire rendre les produits ouvertement accessibles et les réguler en vue d'une réduction des risques tout

---

4 Par le XVIII<sup>e</sup> amendement à la Constitution, ratifié en janvier 1919, la prohibition est instaurée aux États-Unis. Désormais, il est interdit de fabriquer, de vendre et d'acheter sur le territoire fédéral toutes les boissons qui contiennent plus de 0,5 p. 100 d'alcool. Cette mesure entraîne l'explosion du trafic d'alcool. En 1933, le XXI<sup>e</sup> amendement annule le XVIII<sup>e</sup> amendement.

5 Le *Socialist Party of America* fut un parti politique démocratique socialiste aux États-Unis de 1901 à 1973. Il naît de la fusion du jeune *Social Democratic Party of America* et de membres du Parti ouvrier socialiste qui avaient quitté leur organisation en 1899.

6 *Industrial Workers of the World* ou IWW (les adhérents sont aussi appelés plus familièrement les Wobblies) est un syndicat international fondé aux États-Unis en 1905 dont le siège actuel se trouve à Chicago. À son apogée, en 1923, l'organisation comptait environ 100 000 membres actifs.

en impulsant des changements sociaux plus profonds.

Pour échapper à l'aliénation de la vie quotidienne et à ses traumatismes, les gens abusent des drogues. Mais ils les consomment aussi de manière purement hédoniste et inoffensive. Cet hédonisme peut parfois n'être que l'expression des plaisirs vides de sens offerts par la société capitaliste. D'autres fois, l'utilisation de drogues est bonne et plaisante pour elle-même. Nous ne sommes en aucune manière des puritains moraux. « Décadence » morale est un mot de la bourgeoisie pour effrayer et maintenir la société disciplinée et ordonnée. La poursuite d'une sorte d'« ordre moral » aux États-Unis est un motif aussi vieux que la République elle-même, servant d'excuse pour priver la population de ses libertés individuelles. Il n'y a aucune « crise de santé publique » créée par le Kratom, mais bien, plutôt, un stade régressif de la politique des drogues qui, au final, punit avant tout le prolétariat.

Certains pourraient dire que les communistes ne devraient pas se prononcer sur ce sujet, que les luttes au niveau de la production devraient rester au centre de nos préoccupations, que les questions politiques non directement reliées à celle-ci sont une distraction. Cette position est tantôt le résultat d'un souhait de ne pas « diviser » les travailleurs en se faisant le partisan de telle ou telle politique particulière, tantôt le simple produit de vues théoriques propres à certaines tendances du marxisme. Quoi qu'il en soit, cet économisme tente de faire taire tout discours sur les formes d'oppressions politiques autres que la seule lutte ouvrière. Cela va pourtant à l'encontre de l'approche marxiste elle-même. Les marxistes se battent non seulement autour de revendications économiques, mais aussi pour des objectifs démocratiques qui donnent davantage de droits aux groupes opprimés et renforcent la démocratie et les libertés politiques dans la société en général. Mais nous nous battons pour ces revendications en tant que marxistes, ne manquant jamais de souligner leurs dimensions de classe. Comme Lénine l'a dit :

« [...] le social-démocrate ne doit pas avoir pour idéal le secrétaire de trade-union, mais le tribun populaire sachant réagir contre toute manifestation d'arbitraire et d'oppression, où qu'elle se produise, quelle que soit la classe ou la couche sociale qui ait à en souffrir, sachant généraliser tous ces faits pour en composer un tableau complet de la violence policière et de l'exploitation capitaliste, sachant profiter de la moindre occasion pour exposer devant tous ses convictions socialistes et ses revendications démocratiques, pour expliquer à tous et à chacun la portée historique et mondiale de la lutte émancipatrice du prolétariat [...] »<sup>7</sup>.

Les communistes devraient s'élever contre toutes les formes d'oppression et d'autoritarisme lorsque c'est possible, parce qu'en fin de compte, nous envisageons un monde où les travailleurs ne seront pas seulement propriétaires de leurs usines, mais où il n'y aura plus aucune exploitation ni oppression. Marx pensait que le prolétariat était la classe qui se battrait pour le communisme parce que c'était la classe qui détenait les intérêts de l'humanité tout entière. En montrant que les intérêts du mouvement ouvrier sont les intérêts de l'humanité, le parti communiste peut mener la lutte pour l'avenir de l'espèce elle-même.

---

<sup>7</sup> Lénine, *Que faire*, version numérique,  
<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1902/02/19020200o.htm> .

Mais que pouvons-nous faire exactement à propos du Kratom à ce stade ? Malheureusement, dans cette période, rien, à moins de placer bien trop d'espoir dans la signature de pétitions à destination des politiciens bourgeois. Ce que nous pouvons faire en tant que communistes, c'est lutter pour les droits démocratiques (« la conquête de la démocratie » comme l'a dit Marx) quand c'est possible ou, au moins, montrer que nous nous préoccupons de questions telles que la légalisation de la drogue ou la liberté d'expression. Peut-être que les gens se tourneraient moins vers la droite libertarienne<sup>8</sup> si les gauchistes avaient un meilleur bilan sur ces questions. Aujourd'hui, la droite se présente comme la force luttant contre les ennemis de la démocratie et pour la liberté d'expression, un terrain qui ne peut lui être laissé. Si la droite politique est le seul défenseur de la démocratie, alors nous avons perdu la bataille pour la démocratie, et l'association du communisme au stalinisme ne sera jamais remise en cause.

Bien que nous (la Ligue communiste de Tampa<sup>9</sup>) n'ayons pas encore écrit de programme (nous en sommes à peine à ce stade), je pense que la légalisation et la réglementation de toutes les drogues devraient en faire partie, au côté de la libération immédiate de tous les individus enfermés pour des délits liés aux stupéfiants. Ces revendications pourraient-elles être satisfaites sous le capitalisme ? C'est possible, mais quoi qu'il en soit les communistes ne devraient pas garder le silence sur ces sujets. Et, plus encore, ils devraient se battre pour ces revendications quand ils en ont la possibilité. Il faut donc parfois soutenir la tenue d'un référendum pour la légalisation de la marijuana ou faire appel à des représentants électoraux pour contester les lois sur les drogues. Bien que nous soyons loin d'être un parti, nous devrions, en tant que groupe de propagande, indiquer clairement quelle est la position rationnelle et communiste sur les drogues.

Paru initialement sur *communistleaguetampa.org* .

Traduit de l'anglais par Otto Mattick et Anastase Torp

---

8 Le libertarianisme, aussi appelé libertarisme (à ne pas confondre avec libertarisme de gauche et libertaire), est une philosophie politique pour laquelle une société juste est une société dont les institutions respectent et protègent la liberté de chaque individu d'exercer son plein droit de propriété sur lui-même ainsi que les droits de propriété qu'il a légitimement acquis sur des objets extérieurs. Issue du libéralisme, elle prône donc, au sein d'un système de propriété et de marché universel, la liberté individuelle en tant que droit naturel. La liberté est conçue par le libertarianisme comme une valeur fondamentale des rapports sociaux, des échanges économiques et du système politique.

Les libertariens se fondent sur le principe de non-agression qui affirme que nul ne peut prendre l'initiative de la force physique contre un individu, sa personne, sa liberté ou sa propriété. De fait, ses partisans, les libertariens, sont favorables à une réduction voire à la disparition de l'État (antiétatisme) en tant que système fondé sur la coercition, au profit d'une coopération libre et volontaire entre les individus, avec un État limité à des fonctions régaliennes.

9 La ligue communiste de Tampa est un groupe communiste localisé à Tampa en Floride. Voir

<https://communistleaguetampa.org/about/> .